Lionel OBADIA, Anne-Laure WILLING (dir.), *Minorité et communauté en religion*

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, 293 p.

Marion Maudet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/34093>

DOI : 10.4000/assr.34093

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 408-410

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Marion Maudet, « Lionel OBADIA, Anne-Laure WILLING (dir.), *Minorité et communauté en religion* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 22 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/34093> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.34093>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Lionel OBADIA, Anne-Laure WILLING (dir.), Minorité et communauté en religion

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, 293 p.

Marion Maudet

RÉFÉRENCE

Lionel OBADIA, Anne-Laure WILLING (dir.), Minorité et communauté en religion, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, 293 p.

- 1 Le paysage religieux contemporain se caractérise par un phénomène de forte pluralisation religieuse et de recomposition des croyances. Si certains pays, comme la France, se distinguent par une proportion importante d'athées (29 % selon le *Global Index of Religiosity and Atheism*), la grande majorité de la population mondiale déclare appartenir à une religion (90 % selon le *Pew Research Center*). De plus, l'actualité médiatique et politique, en faisant surgir « la question des difficultés vécues dans différents pays par les membres d'une confession religieuse minoritaire dans leur propre pays de résidence » (p. 5), invite les sciences humaines et sociales à se poser la question de la place des minorités et du lien existant entre l'idée de minorité et la notion de communauté. C'est ce que propose l'ouvrage *Minorité et communauté en religion*, publié en 2016 sous la direction de Lionel Obadia et Anne-Laure Willing. Regroupant en cinq parties une série de quinze contributions issues des disciplines historique, philosophique, de la théologie, du droit, des sciences des religions et des sciences politiques, cet ouvrage pose de manière frontale la question de la définition des notions de « minorité » et de « communauté » et la manière dont elles sont ou deviennent des réalités sociales productrices de sens et de pratiques.
- 2 La première partie traite de la question des minorités sous un angle historique, invitant à ne pas déshistoriciser l'idée de minorité mais bien au contraire à l'inscrire dans le

temps long pour mieux en saisir les enjeux contemporains. John Tolan souligne l'importance, pour « comprendre les bases juridiques de la pluralité religieuse », d'une étude historique de la place de religions en situation minoritaire dans différentes sociétés. Il compare la place accordée aux juifs dans le droit romain des empereurs chrétiens, à celle accordée aux *dhimmis* (principalement juifs et chrétiens) dans le droit musulman et à celle des juifs et des musulmans dans le droit canon de l'Église latine. Il met en évidence l'existence de traitements privilégiés accordés aux différences confessions en situation de minorité (le terme n'existant pas encore), malgré l'imposition d'un statut inférieur. Cependant, alors que « la logique communautaire a des racines profondes dans le droit : à la fois en droit romain, en droit canon et en droit musulman » (p. 30), la reconnaissance juridique des droits des minorités n'apparaît qu'en 1966 avec l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'invention de la notion de minorité, qui apparaît avant les guerres de religion, est moins liée, selon Olivier Christin, à des affrontements guerriers qu'aux innovations institutionnelles de l'époque, instituant en France, dans l'Empire et en Suisse des systèmes de votations. En France, ceux-ci garantissent une valeur équivalente à chaque vote (protestant et catholique) et vont mettre au jour de nouveaux rapports de force entre catholiques et protestants. De manière assez paradoxale, « le vote fait exister la minorité et dans le même mouvement la contraint à disparaître » (p. 44) : être en situation minoritaire conduit souvent, en effet, à ne pouvoir exercer son culte. Enfin Rita Hermon-Belot s'intéresse à l'éclosion de l'idée de « pluralité », en lien avec les études historiques autour de la Révolution Française. Elle propose une analyse historiographique de la Révolution française, longtemps caractérisée par ce qu'elle qualifie « d'historiographie catholique ». Cette « grande historiographie » ne doit pas masquer cependant des travaux étudiant les minorités juives et protestantes. Si ces derniers sont longtemps restés isolés et « en ordre dispersé », les travaux plus contemporains cherchent à mieux les articuler.

- 3 Il est question, dans la deuxième partie, de « penser les minorités aujourd'hui ». Lionel Obadia souligne, en revenant de manière critique sur les grands modèles théoriques des minorités, la spécificité des minorités religieuses qui ne peuvent simplement être considérées comme des minorités parmi d'autres. Relevant soit de l'assignation, voire de la stigmatisation, soit de la revendication identitaire, les caractéristiques associées aux minorités varient selon le contexte (mondial comme local). Par ailleurs, si elles subissent généralement une domination (politique ou sociale plus que numérique), elles ne sont pas privées de capacité d'action. L'assignation identitaire peut devenir une fierté, dans un processus de retournement du stigmat, comme on le trouve dans la *Muslim pride* en France. L'auteur en appelle ainsi à la création d'une « religiogénèse », qui analyserait la « manière dont la religion produit des collectifs minoritaires » (p. 76). Penser les minorités aujourd'hui oblige par ailleurs à se pencher sur le droit international afin de voir comment celui-ci les définit et les encadre. C'est ce que propose Moussa Abou Ramadan, en montrant qu'il n'existe pas de définition contraignante de cette notion. Il propose alors, dans une étude des différents textes de loi évoquant les minorités, de mettre au jour les éléments (objectifs et subjectifs) à exclure et ceux à inclure dans une définition des minorités. Enfin, Max-Jean Zins revient sur la construction de l'idée de minorité, qui est « le produit d'une "fabrique humaine" qui naît et se développe dans un contexte précis » (p. 99). À partir du cas du sous-continent indien et de sa colonisation par la Grande-Bretagne, l'auteur montre que tout au long de la colonisation, les Britanniques ont cherché à détruire tout

sentiment national indien, en divisant et attisant les tensions entre hindous et musulmans, ce qui est particulièrement net après la mutinerie des soldats musulmans et hindous de la Compagnie des Indes en 1857. C'est à cette période que se construit l'idée de minorité musulmane : la communauté musulmane se dépolitise et se « religiologise » (selon les termes de l'auteur) et la mise en place de recensements par les Britanniques objectivise leur infériorité numérique. L'auteur souligne enfin la responsabilité de la Grande-Bretagne dans la tuerie de 1946, selon lui bien plus politique que religieuse, qui se termine par la création du Pakistan, composé majoritairement de la minorité musulmane repoussée aux frontières de l'Inde.

- 4 La partie 3 s'intéresse à la différence entre les notions de minorité et de communauté. Jérémy Guedj revient sur les réticences des historiens français à faire usage du terme de « communauté », celui-ci faisant écho au « communautarisme » toujours entendu dans un sens péjoratif et remettant en cause le projet républicain. Il évoque notamment le débat historiographique sur l'existence d'une « communauté juive », qui selon lui « n'existe pas historiquement mais scientifiquement ». Lionel Obadia questionne quant à lui le statut de minorité pour les personnes « sans religion » (athées, sécularistes, laïcs...). En prenant soin de distinguer les différents modes d'être au « non religieux » (de l'indifférence au militantisme), il souligne l'intéressant paradoxe, dans certains pays comme en Europe du Nord, d'un athéisme « majoritaire idéologiquement mais minoritaire démographiquement et socialement » (p. 143). Martine Cohen se demande, enfin, si les juifs ne redeviendraient pas une minorité religieuse. En distinguant les concepts de « situation minoritaire » et de « condition minoritaire », elle démontre que sur certains aspects les juifs renouent avec une condition minoritaire. Celle-ci se base à la fois sur la dimension religieuse de l'identité juive (à partir de la remise en cause de certains arrangements accordés pour faciliter leur pratique religieuse) et sur les « actes anti-juifs » qui ont resurgi en Europe.
- 5 Afin de sortir d'une perspective franco-centrée sur ces questions, le chapitre 4 propose des « perspectives comparées sur les communautés ». Jean-Philippe Schreiber s'intéresse à la notion de communauté dans le droit en Belgique. La notion de « communauté juive » apparaît en 1997 à propos de la gestion des biens spoliés aux victimes juives du nazisme et sera réutilisée par la suite : « La notion de "communauté juive", pourtant en tous points contraire au droit public belge, a ainsi pénétré jusqu'au lexique de la puissance publique puis du législateur, pour être fixée dans le droit depuis 1999 et surtout 2001 » (p. 171). Elle montre que cette situation met au jour la prise en compte de la « diversité culturelle » et la recherche de formes de représentations politiques des « communautés » ou « minorités », parfois fictives ou imaginées (c'est le cas de la volonté de la mise en place d'un Conseil représentatif des Roms et des « gens du voyage » que ceux-ci même refusent). Yves Bizeul propose une comparaison des approches des « communautés » en France et en Allemagne. Critiquant les deux conceptions (rejet du communautarisme en France, conception culturaliste de la communauté en Allemagne), il propose une « troisième voie » qui s'appuierait sur le modèle de la société civile, moins au sens d'Habermas (2014) que de Michael Walzer (1988). Enfin, Solange Lefebvre propose une comparaison entre la France et le Canada. Elle montre que le concept de communauté est une « clé pour comprendre l'évolution des politiques d'immigration et de gestion des rapports entre la culture francophone et les autres » au Québec (p. 205) et l'existence d'une relation forte, au Canada, entre ethnicité, culture et religion.

- 6 Enfin, la dernière partie traite de la « question du communautarisme ». Pierre-Henri Prélôt montre à quel point le droit français se refuse à penser les communautés, la seule communauté légitime étant la communauté nationale, avant de mettre au jour les « instruments juridiques dont celles-ci disposent pour exister et se structurer ». Yves Bizeul quant à lui fait état de « réflexions sur le phénomène minoritaire » en soulignant l'importance du « processus réflexif d'autodéfinition et d'autoperception identitaire » dans la construction sociale de la minorité (p. 233) et des différents points de vue adoptés à l'égard des minorités. Ici encore, il défend un modèle de société civile dans lequel les associations (notamment culturelles et religieuses) en seraient les principaux acteurs. Enfin, Sophie Guérard de Latour propose une réflexion critique des travaux de John Rawls sur sa *Théorie de la justice*. En mettant en parallèle l'approche de John Rawls et celle d'Émile Durkheim, elle montre que le premier n'a pas, comme ses détracteurs lui ont souvent reproché, ignoré l'importance des communautés dans l'établissement d'un sens de la justice et d'une conception du bien. Ces réflexions lui permettent d'établir des liens entre la résurgence du religieux, le fait communautaire et l'individualisme contemporain.
- 7 En conclusion, cet ouvrage propose une réflexion particulièrement riche et pluridisciplinaire à propos des notions de « minorité » et de « communauté » du point de vue des religions. La perspective historique réintègre certains des questionnements actuels sur le fait minoritaire et les « minorités religieuses » dans le temps long et plusieurs contributions soulignent le rôle majeur de la Révolution française et du projet républicain dans leur traitement passé et actuel, traitement politique mais aussi, parfois, scientifique. Si le détour historique en première partie contribue à historiciser ces problématiques, la perspective comparée permet de prendre le recul nécessaire pour mieux les contextualiser. Les différentes contributions mettent au jour à la fois les difficultés existant aujourd'hui à définir les notions de minorité et de communauté, tout particulièrement quand entre en jeu la question religieuse, tout autant que la nécessité qu'il y a à les penser.